

**Art. 2.** Dans l'article 7 du même arrêté, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1 et 2 :

« Ces indications de contrôle sont utilisées pour vérifier, entre autres par le biais d'un système informatique, si le billet présenté pour obtenir un lot est authentique et valide, pour vérifier s'il est gagnant ou non, pour vérifier le lot éventuel, et pour la reconstruction informatique du billet si nécessaire. Si ces indications de contrôle donnent un résultat qui ne correspond pas aux données mentionnées sur le billet, le billet est nul et le porteur d'un tel billet a le droit d'en obtenir l'échange ou d'être remboursé du prix d'achat du billet nul, selon le choix de la Loterie Nationale. Si l'absence de correspondance est la conséquence d'une fraude ou mauvaise manipulation du billet, ceci entraîne la nullité du billet, sans aucun droit à un échange ou un remboursement. »

**Art. 3.** Dans l'article 8, alinéa 2, du même arrêté, le chiffre « 50 » est remplacé par le chiffre « 25 » et le chiffre « 60 » est remplacé par le chiffre « 25 ».

**Art. 4.** Les billets « Winter Millions » émis avant le 23 novembre 2015 restent soumis aux règles énoncées dans l'arrêté royal du 8 octobre 2014 fixant les modalités d'émission de la loterie à billets, appelée "Winter Millions", loterie publique organisée par la Loterie Nationale, dans sa version en vigueur au 7 novembre 2014.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 6.** Le ministre qui a la Loterie Nationale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 novembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre du Budget,  
S. WILMÈS

**Art. 2.** In artikel 7 van hetzelfde besluit wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidende :

“Deze controlevermeldingen worden gebruikt om, onder meer aan de hand van een informaticasysteem, na te gaan of het biljet dat wordt ingediend om een lot te bekomen, authentiek en geldig is, of het al dan niet winnend is, om het eventuele lot na te gaan en, indien nodig, voor de digitale reconstructie van het biljet. Indien deze controlevermeldingen een resultaat geven dat niet overeenstemt met de gegevens op het biljet, dan is het biljet nietig en heeft de houder ervan het recht om het in te ruilen of om de terugbetaling te vragen van de aankoopprijs van het nietige biljet, naar keuze van de Nationale Loterij. Indien het gebrek aan overeenstemming het gevolg is van een bedrog of verkeerde manipulatie van het biljet, brengt dit de nietigheid mee van het biljet, zonder enig recht op een inruiling of een terugbetaling.”

**Art. 3.** In artikel 8, tweede lid, van hetzelfde besluit, wordt het cijfer “50” vervangen door het cijfer “25” en wordt het cijfer “60” vervangen door het cijfer “25”.

**Art. 4.** De biljetten “Winter Millions” uitgegeven vóór 23 november 2015 blijven onderworpen aan de regels van het koninklijk besluit van 8 oktober 2014 tot bepaling van de uitgiftevoorschriften van de loterij met biljetten, genaamd “Winter Millions”, een door de Nationale Loterij georganiseerde openbare loterij, zoals dit besluit gold op 7 november 2014.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 6.** De minister bevoegd voor de Nationale Loterij is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 november 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,  
S. WILMÈS

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR  
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2015/00559]

30 OCTOBRE 2015. — Arrêté royal relatif à l'accès direct du Comité permanent de contrôle des services de police et de son Service d'enquêtes aux données et informations de la Banque de données Nationale Générale visée à l'article 44/7 de la loi sur la fonction de police

RAPPORT AU ROI

Sire,

Ce présent projet concerne les conditions afférentes à l'accès direct du Comité permanent de contrôle des services de police et de son Service d'enquêtes à la Banque de données Nationale Générale visée à l'article 44/7 de la loi sur la fonction de police.

Le contenu que doit avoir le présent projet d'arrêté est par ailleurs précisé au paragraphe 2 de l'article 44/11/12, à savoir :

a) le besoin d'en connaître (voir article 2);

b) les catégories de membres du personnel qui, sur la base de l'exécution de leurs missions, disposent d'un accès direct à la B.N.G. ou d'une possibilité de l'interroger directement (voir article 2, § 1<sup>er</sup>);

c) les traitements automatisés qui sont effectués sur la base des données et informations de la B.N.G. (voir article 8);

d) l'obligation du respect du secret professionnel par toutes les personnes qui prennent directement ou indirectement connaissance des données et informations de la B.N.G. (voir article 3);

e) les mesures de sécurité dont notamment :

1° la sécurité des infrastructures et des réseaux (article 4, § 2);

2° l'obligation d'effectuer une journalisation de toutes les transactions et de conserver ces données de journalisation pendant dix ans minimum (voir article 6);

f) l'obligation de suivre une formation préalablement à l'obtention de l'accès direct ou du droit à l'interrogation directe (voir article 2, § 2).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN  
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2015/00559]

30 OKTOBER 2015. — Koninklijk besluit betreffende de rechtstreekse toegang van het Vast Comité van toezicht op de politiediensten en van de Dienst Enquêtes ervan tot de gegevens en de informatie van de Algemene Nationale Gegevensbank bedoeld in artikel 44/7 van de wet op het politieambt

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit ontwerp betreft de voorwaarden omtrent de rechtstreekse toegang van het Vast Comité van toezicht op de politiediensten en van de Dienst Enquêtes ervan tot de Algemene Nationale Gegevensbank bedoeld in artikel 44/7 van de wet op het politieambt.

De inhoud die dit ontwerp van besluit moet bevatten, wordt trouwens bepaald in de paragraaf 2 van artikel 44/11/12, met name :

a) de behoefte om te kennen (zie artikel 2);

b) de categorieën van personeelsleden die op basis van de uitoefening van hun opdrachten over een rechtstreekse toegang beschikken of over een mogelijkheid beschikken om de A.N.G. rechtstreeks te bevragen (zie artikel 2, § 1);

c) de geautomatiseerde verwerkingen die uitgevoerd worden op basis van de gegevens en informatie van de A.N.G. (zie artikel 8);

d) de verplichting tot naleving van het beroepsgeheim door alle personen die rechtstreeks of onrechtstreeks kennis nemen van de gegevens en informatie van de A.N.G. (zie artikel 3);

e) de veiligheidsmaatregelen, waaronder :

1° de beveiliging van de gebouwen en netwerken (artikel 4, § 2);

2° de verplichting om alle transacties op te lijsten en deze opgelijste gegevens gedurende minimaal tien jaar te bewaren (zie artikel 6);

f) de verplichting om voorafgaand aan het verkrijgen van de rechtstreekse toegang of het recht op rechtstreekse bevraging een opleiding te volgen (zie artikel 2, § 2).

Force est de constater que les droits en matière de traitements à effectuer dans la B.N.G., conférés au Comité permanent P et à son Service d'enquêtes qui ont le besoin d'en connaître sont d'emblée limités dans la loi puisqu'il s'agit uniquement de leur conférer un droit d'accès direct à la B.N.G.

Il ne saurait donc être question dans le présent projet d'arrêté de leur attribuer des droits en matière de modification, de création ou d'effacement des données de la B.N.G.

Un profil d'accès particulier limité à cette possibilité de consulter les données de la B.N.G. leur sera donc attribué.

L'article 1<sup>er</sup> reprend les définitions qui sont pertinentes dans le présent projet d'arrêté.

L'article 2 précise le besoin d'en connaître des membres du Comité permanent P et de son Service d'enquêtes. Celui-ci découle logiquement de l'application de la loi du 18 juillet 1991. Il est par exemple pertinent sur la base, notamment de l'article 16 de la loi du 18 juillet 1991, d'effectuer les enquêtes relatives aux plaintes contre les membres des services de police au sens de l'article 3, 1<sup>o</sup> de cette loi. Dans ce cadre, connaître les éventuels antécédents de police judiciaire ou de police administrative des personnes sur lesquelles il est enquêté est pertinent. Ces personnes sont celles qui sont visées à l'article 44/5 de la loi sur la fonction de police. Le besoin d'en connaître peut être illustré de la sorte :

— si, par exemple, une personne dépose plainte contre un membre des services de police pour coups et blessures, il peut être pertinent de connaître l'éventuel passé de police judiciaire et de police administrative de ce membre des services de police;

— il pourra aussi s'agir pour le Service d'enquêtes du Comité permanent P de vérifier que le service de police chargé de la coordination d'une enquête en cours le fait via les enregistrements de données nécessaires dans la B.N.G.;

— lorsqu'un citoyen dépose plainte auprès du Comité permanent P parce qu'il serait systématiquement fouillé lorsqu'il souhaite prendre un avion, il est nécessaire, pour le service d'enquête d'avoir une vue globale sur l'ensemble des mesures à prendre adoptées par les différents services de police concernant cette personne, afin d'en examiner la licéité;

— un autre exemple pourrait être qu'une personne dépose plainte contre un policier pour atteinte à sa vie privée. Dans ce cadre, le Service d'enquêtes pourra consulter les données de journalisation de la B.N.G. pour vérifier si des consultations dans la B.N.G. ont en effet été effectuées;

— une consultation de la journalisation des données de la B.N.G. peut aussi démontrer qu'un policier ou un service de police a pris connaissance d'une information (parce qu'il l'a consultée par exemple), mais n'a pas pris les mesures adéquates qui en découlent.

Comme les membres du Comité permanent P et de son Service d'enquêtes ne sont pas tous issus des services de police mais peuvent provenir d'autres administrations, une formation, préalable à l'accès direct à la B.N.G. doit leur être dispensée (article 2, § 2).

Le protocole d'accord entre la direction qui gère les accès à la B.N.G. et le Comité permanent P précisera le contenu et les modalités pratiques de cette formation (qui sera chargé du cours, qui évaluera le suivi de la formation, ...).

Afin d'assurer une bonne gestion des accès, les membres du Comité permanent P et de son Service d'enquêtes habilités à consulter directement la B.N.G. seront mentionnés sur une liste gérée par le Comité permanent P et transmise à la direction gérant les accès à la B.N.G.

Vu que cette liste constitue 'une photo' des accès accordés par le Comité permanent P, elle devra dès lors être actualisée en permanence. Cela sera par exemple nécessaire lorsqu'un membre du Service d'enquêtes part à la pension, ou change d'activité. La liste originelle et ses modifications successives devront être transmises dans les meilleurs délais à la direction chargée de gérer les accès à la B.N.G. Le protocole d'accord peut mentionner les modalités de transmission de cette liste.

Er dient te worden vastgesteld dat de rechten aangaande de in de A.N.G. uit te voeren verwerkingen die toevertrouwd zijn aan het Vast Comité P en aan de Dienst Enquêtes ervan die de behoefte om te kennen hebben, in de wet onmiddellijk beperkt worden aangezien hen enkel een recht op rechtstreekse toegang tot de A.N.G. toegekend wordt.

Er is dus in dit ontwerp van besluit geen sprake van om hen rechten toe te kennen inzake wijziging, creatie of uitwissing van gegevens van de A.N.G.

Er zal hen dus een bijzonder toegangsprofiel toegekend worden dat beperkt is tot deze mogelijkheid om de gegevens van de A.N.G. te raadplegen.

Artikel 1 herneemt de in het kader van dit ontwerp van besluit relevante definities.

Artikel 2 bepaalt de behoefte om te kennen van de leden van het Vast Comité P en de Dienst Enquêtes ervan. Deze vloeit logischerwijze voort uit de toepassing van de wet van 18 juli 1991. Het is bijvoorbeeld op basis van artikel 16 van de wet van 18 juli 1991 relevant om onderzoeken te voeren naar de klachten tegen de leden van de politiediensten in de zin van artikel 3, 1<sup>o</sup> van deze wet. In dit kader is het relevant om de eventuele antecedenten van gerechtelijke of van bestuurlijke politie te kennen van de personen naar wie onderzoek gevoerd wordt. Deze personen zijn diegene die bedoeld worden in artikel 44/5 van de wet op het politieambt. De behoefte om te kennen kan als volgt geïllustreerd worden :

— wanneer een persoon bijvoorbeeld klacht indient tegen een lid van de politiediensten voor slagen en verwondingen, kan het relevant zijn het eventuele verleden inzake gerechtelijke en bestuurlijke politie van dit lid van de politiediensten te kennen;

— het zou er voor de Dienst Enquêtes van het Vast Comité P ook kunnen om gaan te controleren of een politiedienst die belast is met de coördinatie van een lopend onderzoek dit doet via de vereiste registratie van gegevens in de A.N.G.;

— wanneer een persoon klacht neerlegt bij het Vast Comité P omdat hij systematisch zou gefouilleerd worden wanneer hij een vliegtuig wenst te nemen, is het voor de Dienst Enquêtes noodzakelijk om een algemeen zicht te hebben op alle door de verschillende politiediensten getroffen te nemen maatregelen met betrekking tot deze persoon, om er de rechtmatigheid van te onderzoeken;

— een ander voorbeeld zou kunnen zijn dat een persoon klacht indient tegen een politieman voor inmenging in zijn privé-leven. In dit kader zal de Dienst Enquêtes de logginggegevens van de A.N.G. kunnen raadplegen om na te gaan of er inderdaad raadplegingen in de A.N.G. uitgevoerd werden;

— een raadpleging van de logging van de gegevens van de A.N.G. kan ook aantonen dat een politieman of een politiedienst kennis heeft genomen van bepaalde informatie (omdat hij ze geraadpleegd heeft bijvoorbeeld), maar dat hij niet de gepaste maatregelen heeft getroffen.

Aangezien de leden van het Vast Comité P en de Dienst Enquêtes ervan niet allen deel uitmaken van de politiediensten, maar uit andere administraties kunnen komen, moet hen een aan de rechtstreekse toegang tot de A.N.G. voorafgaande opleiding verstrekt worden (artikel 2, § 2).

Het protocolakkoord tussen de directie die de toegangen tot de A.N.G. beheert en het Vast Comité P zal de inhoud en de praktische nadere regels van deze opleiding (wie zal de lesgever zijn, wie zal de opvolging van de opleiding beoordelen, ...) vastleggen.

Om een goed beheer van de toegangen te verzekeren, zullen de leden van het Vast Comité P en de Dienst Enquêtes ervan die gemachtigd zijn om de A.N.G. rechtstreeks te raadplegen, vermeld worden op een onder het gezag van het Vast Comité P beheerde lijst die overgemaakt wordt aan de directie die de toegangen tot de A.N.G. beheert.

Aangezien deze lijst een 'foto' vormt van de door het Vast Comité P verleende toegangen, zal zij bijgevolg permanent dienen bijgewerkt te worden. Dit zal bijvoorbeeld noodzakelijk zijn wanneer een lid van de Dienst Enquêtes op pensioen gaat, of van betrekking verandert. De originele lijst en de opeenvolgende wijzigingen zullen zo snel mogelijk moeten overgemaakt worden aan de directie die de toegangen tot de A.N.G. beheert. Het protocolakkoord kan de nadere regels aangaande de overzending van deze lijst vermelden.

Cette liste permettra d'effectuer un contrôle a priori du besoin d'en connaître vu qu'elle mentionnera les tâches spécifiques dévolues à chaque membre du personnel et justifiant son accès.

Cette liste actualisée des accès devra aussi être transmise par le Comité permanent P à la Commission de la protection de la vie privée.

Le projet d'arrêté veut aussi mettre l'accent sur la responsabilité individuelle des membres du Comité permanent P et de son Service d'enquêtes jouissant d'un accès direct à la B.N.G.

Afin d'insister sur la responsabilité individuelle en matière de sécurité et de protection de la vie privée afférente à l'accès direct à la B.N.G., chaque membre accédant à la B.N.G. prendra un engagement par écrit (article 3).

Ensuite, chaque consultation de la B.N.G. doit faire l'objet d'une motivation par les membres du Comité permanent P et de son Service d'enquêtes de sorte que si le Comité permanent P demande une justification, le membre qui a consulté la B.N.G. puisse la retrouver sur la base de la motivation qu'il a inscrite (article 4, § 5).

Des contrôles quant à la légitimité de ces accès devront être effectués régulièrement.

Les données permettant le traçage des traitements effectués constituant elles-mêmes des données sensibles, elles ne pourront, conformément à l'article 6, être vérifiées que par le Comité permanent P.

Cette responsabilité individuelle s'inscrit bien entendu dans un processus plus large, au niveau de l'institution, relatif à la gestion de la sécurité et de la protection des données. Ce processus global sera d'ailleurs détaillé dans la politique de sécurité du Comité permanent P, qui sera communiquée aux membres du personnel du Comité permanent P, et sera révisée régulièrement.

Le respect du secret professionnel visé à l'article 458 du Code pénal est en outre d'application aux membres du Comité permanent P et de son Service d'enquêtes qui accèdent à la B.N.G.

Enfin, le conseiller en sécurité et en protection de la vie privée qui sera désigné par le Comité permanent P jouera aussi un rôle important tant préventif que 'curatif' en matière de sécurité des accès à la B.N.G. dispensés aux membres du Comité permanent P et de son Service d'enquêtes.

En amont, il devra inclure dans sa politique de sécurité un volet préventif dédié à l'accès à la B.N.G. et en aval, en cas d'incidents de sécurité en matière d'accès, il devra sans délai en faire part au conseiller en sécurité et protection de la vie privée désigné pour la direction qui gère les accès à la B.N.G. Afin de minimiser les impacts des incidents de sécurité et de rétablir un accès normal, une intervention rapide du conseiller en sécurité est en effet souhaitable. Par incident de sécurité, il faut par exemple comprendre une coupure de l'accès à la B.N.G. ou la transmission indue de données de la B.N.G.

Le conseiller en sécurité et en protection de la vie privée visé à l'article 4 du présent arrêté peut être choisi au sein du Comité permanent P ou de son Service d'enquêtes ou dans d'autres institutions (au sein du Parlement, par exemple) pour autant qu'il dispose de l'indépendance et du temps requis pour exercer sa fonction.

Un autre point important de cet arrêté concerne la sécurité des accès à la B.N.G.

Le paragraphe 2 de l'article 4 est relatif à l'obligation de sécurisation du réseau permettant aux membres du Comité permanent P et de son Service d'enquêtes d'accéder directement à la B.N.G.

Deze lijst maakt het mogelijk om een a priori-controle van de behoefte om te kennen uit te voeren aangezien zij de aan elk personeelslid toevertrouwde specifieke taken zal vermelden die zijn toegang rechtvaardigen.

Deze bijgewerkte lijst van de toegangen zal eveneens overgemaakt moeten worden door het Vast Comité P aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Het ontwerp van besluit wil ook de klemtoon leggen op de individuele verantwoordelijkheid van de leden van het Vast Comité P en de Dienst Enquêtes ervan die een rechtstreekse toegang tot de A.N.G. genieten.

Om de individuele verantwoordelijkheid aangaande de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer met betrekking tot de rechtstreekse toegang tot de A.N.G. te benadrukken, zal elk lid die een toegang tot de A.N.G. heeft, zich op dit vlak schriftelijk engageren (artikel 3).

Vervolgens moet elke raadpleging van de A.N.G. het voorwerp uitmaken van een motivering door de leden van het Vast Comité P en de Dienst Enquêtes ervan zodat het personeelslid dat de A.N.G. heeft geraadpleegd, wanneer het Vast Comité P een rechtvaardiging vraagt, deze kan terugvinden op basis van de motivering die hij opgegeven heeft (artikel 4, § 5).

Controles aangaande de wettelijkheid van deze toegangen zullen op regelmatige wijze moeten uitgevoerd worden.

De gegevens die de traceerbaarheid van de uitgevoerde verwerkingen mogelijk maken, zijn zelf gevoelige gegevens, en kunnen daarom in overeenstemming met artikel 6 slechts door het Vast Comité P gecontroleerd worden.

Deze individuele verantwoordelijkheid maakt vanzelfsprekend deel uit van een breder werkproces betreffende het beheer van de veiligheid en de gegevensbescherming op het niveau van de instelling. Dit globale werkproces zal overigens uitvoerig beschreven worden in het veiligheidsbeleid van het Vast Comité P, dat aan de personeelsleden van het Vast Comité P zal meegedeeld worden en dat regelmatig zal herzien worden.

Bovendien is de eerbied voor het in artikel 458 van het Strafwetboek bedoelde beroepsgeheim van toepassing op de leden van het Vast Comité P en de Dienst Enquêtes ervan die een toegang hebben tot de A.N.G.

Tenslotte, zal de consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer die door het Vast Comité P zal aangesteld worden, tevens, zowel op preventieve als op 'curatieve' wijze, een belangrijke rol spelen op het gebied van de veiligheid van de aan de leden van het Vast Comité P en de Dienst Enquêtes ervan toegekende toegangen tot de A.N.G.

Enerzijds zal hij in zijn veiligheidsbeleid een aan de toegang tot de A.N.G. gewijd preventief luik moeten opnemen en anderzijds, in geval van veiligheidsincidenten inzake de toegang, zal hij er de voor de directie die de toegangen tot de A.N.G. beheert aangewezen consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer er onverwijld van moeten in kennis stellen. Om de impact van de veiligheidsincidenten minimaal te houden en een normale toegang te herstellen, is een snelle interventie van de veiligheidsconsulent wenselijk. Onder veiligheidsincident dient men bijvoorbeeld een onderbreking in de toegang tot de A.N.G. of de ongegronde verzending van gegevens van de A.N.G. te verstaan.

De consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer bedoeld in artikel 4 van dit besluit kan gekozen worden binnen het Vast Comité P of de Dienst Enquêtes ervan of binnen andere instellingen (binnen het Parlement, bijvoorbeeld) voor zover hij onafhankelijk is en over de nodige tijd voor het uitoefenen van zijn functie beschikt.

Een ander belangrijk punt van dit besluit betreft de veiligheid van de toegangen tot de A.N.G.

Paragraaf 2 van artikel 4 betreft de verplichting tot beveiliging van het netwerk dat de leden van het Vast Comité P en de Dienst Enquêtes ervan toelaat om zich een rechtstreekse toegang tot de A.N.G. te verschaffen.



Les modalités concrètes de cette sécurisation n'y sont pas spécifiées vu qu'elles sont susceptibles d'évoluer notamment sur la base de l'état d'évolution de la technique et des moyens financiers disponibles.

Ces modalités fonctionnelles et techniques, bien qu'évolutives sont cependant décrites dans un protocole d'accord entre la direction qui gère les accès à la B.N.G. et le Comité permanent P.

Elles sont accessibles à la Commission de la protection de la vie privée qui pourra effectuer les recommandations ou les contrôles qu'elle estime nécessaires.

Enfin le paragraphe 3 de l'article 4 impose au Comité permanent P de prendre les mesures adéquates afin d'assurer la protection physique des lieux où des stations de travail des membres du Comité permanent P et de son Service d'enquêtes peuvent accéder à la B.N.G.

Le Comité permanent P devra aussi s'engager à prendre les mesures adéquates pour assurer la protection physique des stations de travail accédant à la B.N.G. Pour cette matière, intrinsèquement liée à l'état d'évolution de la technique, il s'agit d'inscrire dans le projet d'arrêté une obligation générale de protection mais pas d'en décrire les modalités concrètes car celles-ci sont par essence évolutives. L'on peut en effet facilement imaginer que l'accès à la B.N.G., en fonction de l'évolution technique ne se fasse pas exclusivement au sein des bâtiments du Comité permanent P mais puisse se dérouler dans d'autres lieux.

Vu que les règles relatives aux mesures de sécurité des stations de travail des membres du Comité permanent P et de son Service d'enquêtes qui permettent l'accès à la B.N.G. sont liées à l'évolution technique de la B.N.G., il est important, qu'avant d'adopter des mesures concrètes, le Comité permanent P consulte le conseiller en sécurité et en protection de la vie privée de la direction qui gère les accès à la B.N.G. Ce dernier lui fournit un avis notamment sur la faisabilité technique de ces mesures et s'il échet, leur coût éventuel.

Ces mesures sont transcrites dans le protocole d'accord entre la direction qui gère les accès à la B.N.G. et le Comité permanent P, et sont également transmises à la Commission de la protection de la vie privée.

Vu les missions dévolues au Comité permanent P et à son Service d'enquêtes, il se peut, comme indiqué à l'article 5, qu'il soit en outre amené à communiquer, essentiellement à travers ses rapports et ses analyses, des données de la B.N.G. à une autorité publique. Cela sera notamment le cas, suite à une analyse effectuée par le Comité permanent P dans un dossier où des infractions judiciaires ont été constatées et qui sera alors transmis au procureur du Roi compétent.

À l'issue d'une enquête de contrôle, un rapport est aussi envoyé et/ou discuté à la commission d'accompagnement parlementaire du Comité permanent P au sein de la Chambre des représentants. En règle générale ces documents sont dépersonnalisés, mais dans certains cas il est nécessaire, pour la bonne compréhension du dossier, de citer certaines données personnalisées.

Dans son avis 44/2014 (point 35), la Commission de la protection de la vie privée insiste sur le fait que la communication de données à caractère personnel dans les rapports confidentiels, transmis à la commission d'accompagnement, soit limitée au strict minimum.

L'article 6 du présent arrêté est relatif à un mécanisme clef du contrôle "a posteriori" des accès, à savoir l'imputabilité des traitements effectués aux membres du Comité permanent P et de son Service d'enquêtes habilités à consulter directement la B.N.G. C'est pour assurer cette imputabilité qu'un système de journalisation des accès est prévu pendant 10 ans à partir de la transaction effectuée. Ce système de journalisation doit permettre d'établir de manière irrévocable quel membre du Comité permanent P ou de son Service d'enquêtes a réalisé quel traitement à quel moment et pour quelle raison.

Ces données de journalisation étant par essence sensibles, elles ne seront accessibles qu'au Comité permanent P.

Enfin, en cas d'abus en matière d'accès, il revient au Comité permanent P de faire procéder au retrait de l'accès notamment en donnant l'ordre à la direction qui gère les accès de les supprimer. Le cas échéant, le Comité permanent P prendra les mesures disciplinaires qui s'imposent. Il devra aussi évaluer si des suites pénales doivent être données conséquemment à la violation des règles en matière d'accès.

L'article 8 est relatif aux traitements automatisés qui peuvent être effectués sur la base des données de la B.N.G.

De concrete modaliteiten van deze beveiliging werden er niet specifiek ingeschreven aangezien deze waarschijnlijk zullen evolueren onder meer in functie van de stand der techniek en de beschikbare financiële middelen.

Hoewel deze functionele en technische modaliteiten evolutief van aard zijn, worden zij daarentegen wel beschreven in een protocolakkoord tussen de directie die de toegangen tot de A.N.G. beheert en het Vast Comité P.

Zij zijn toegankelijk voor de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer die de aanbevelingen zal kunnen uitvaardigen of de controles zal kunnen uitvoeren die zij nodig acht.

Tenslotte verplicht paragraaf 3 van artikel 4 het Vast Comité P om de gepaste maatregelen te treffen teneinde de fysieke beveiliging te verzekeren van de plaatsen waar werkstations van de leden van het Vast Comité P en de Dienst Enquêtes ervan toegang tot de A.N.G. kunnen hebben.

Het Vast Comité P zal zich er ook moeten toe verbinden om de gepaste maatregelen te treffen teneinde de fysieke beveiliging van de werkstations die een toegang tot de A.N.G. verschaffen, te verzekeren. Voor deze materie, die intrinsiek verbonden is aan de stand der techniek, gaat het er om in het ontwerp van besluit een algemene verplichting in te schrijven, maar niet de concrete nadere regels ervan te beschrijven aangezien deze in essentie evolutief zijn. Men kan zich inderdaad gemakkelijk inbeelden dat de toegang tot de A.N.G., in functie van de technische evolutie, niet uitsluitend in de gebouwen van het Vast Comité P zal plaatsvinden, maar dat deze ook op andere plaatsen zal kunnen gebeuren.

Aangezien de regels met betrekking tot de veiligheidsmaatregelen van de werkstations van de leden van het Vast Comité P en de Dienst Enquêtes ervan die zich een toegang verschaffen tot de A.N.G. gebonden zijn aan de technische evolutie van de A.N.G., is het, alvorens concrete maatregelen te treffen, belangrijk dat het Vast Comité P de consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de directie die de toegangen tot de A.N.G. beheert, raadpleegt. Deze laatste zal hem een advies verstrekken onder meer over de technische haalbaarheid van deze maatregelen en, in voorkomend geval, hun eventuele kost.

Deze maatregelen worden beschreven in het protocolakkoord tussen de directie die de toegangen tot de A.N.G. beheert en het Vast Comité P en worden tevens overgemaakt aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Gelet op de aan het Vast Comité P en de Dienst Enquêtes ervan toevertrouwde opdrachten en zoals aangegeven in artikel 5, kan het voorkomen dat het er bovendien toe gehouden zal zijn om, hoofdzakelijk via zijn verslagen en zijn analyses, gegevens van de A.N.G. mee te delen aan een publieke overheid. Dit zal onder meer het geval zijn als gevolg van een door het Vast Comité P uitgevoerde analyse in een dossier waarin misdrijven werden vastgesteld en dat vervolgens overgemaakt wordt aan de bevoegde Procureur des Konings.

Aan het eind van een controleonderzoek wordt tevens een verslag verzonden en/of besproken met de parlementaire begeleidingscommissie van het Vast Comité P binnen de Kamer van Volksvertegenwoordigers. Over het algemeen worden deze documenten gedepersonaliseerd, maar in sommige gevallen is het, voor de goede verstaanbaarheid van het dossier, noodzakelijk om bepaalde persoonsgegevens te citeren.

In haar advies 44/2014 (punt 35) legt de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer de nadruk op het feit dat het meedelen van persoonsgegevens in aan de begeleidingscommissie doorgegeven vertrouwelijke verslagen, moet beperkt blijven tot het strikte minimum.

Artikel 6 van dit besluit heeft betrekking op een sleutelmechanisme van de "a posteriori"-controle van de toegangen, met name de verantwoordelijkheid voor de uitgevoerde verwerkingen van de leden van het Vast Comité P en de Dienst Enquêtes ervan die gemachtigd zijn om de A.N.G. rechtstreeks te raadplegen. Het is om deze verantwoordelijkheid te verzekeren dat een systeem van oplistings van de toegangen voorzien wordt gedurende 10 jaar vanaf de uitgevoerde transactie. Dit loggingsysteem moet het toelaten om op onherroepelijke wijze vast te stellen welk lid van het Vast Comité P of van de Dienst Enquêtes ervan welke verwerking heeft uitgevoerd op welk moment en voor welke reden.

Deze logginggegevens, die door hun aard gevoelig zijn, zullen slechts toegankelijk zijn voor het Vast Comité P.

Tenslotte, in geval van misbruik van een toegang, komt het aan het Vast Comité P toe om over te gaan tot de intrekking van de toegang, met name door aan de directie die de toegangen beheert het bevel te geven om deze te annuleren. In voorkomend geval, zal het Vast Comité P de nodige tuchtrechtelijke maatregelen nemen. Het zal tevens moeten bekijken of er strafrechtelijke gevolgen moeten worden gegeven aan de schending van de toegangsregels.

Artikel 8 heeft betrekking op de geautomatiseerde verwerkingen die kunnen uitgevoerd worden op basis van de gegevens van de A.N.G.

Il se peut en effet que certaines données de la B.N.G. soient enregistrées dans une banque de données gérée par le Comité permanent P, selon les modalités déclarées à la Commission de la protection de la vie privée.

De manière globale, il n'y a aucune donnée qui est téléchargée de la B.N.G. vers la banque de données du Comité permanent P. Mais si certaines données de la B.N.G. y sont reprises, cela sera toujours justifié par la rédaction d'un document officiel (rapport ou procès-verbal), qui constituera une base d'enregistrement de ces données.

Quelques exemples relatifs aux données de la B.N.G. enregistrées dans la banque de données du Comité permanent P :

dans la banque de données du Comité permanent P, il y a 'deux parties' :

(a) les enquêtes pénales :

pour chaque enquête attribuée au Service d'enquêtes P, un dossier est ouvert. Ce dossier contient les procès-verbaux rédigés dans le cadre de ce dossier, et les instructions des autorités judiciaires. Ces dossiers sont uniquement accessibles aux membres du Service d'enquêtes P, et non aux membres du Comité permanent P ni au personnel administratif du Comité permanent P. Il va de soi que dans les procès-verbaux rédigés par le Service d'enquêtes P, il peut être fait mention de données de la B.N.G. : la personne concernée est-elle connue en B.N.G., etc.;

(b) les enquêtes relatives aux plaintes et les enquêtes de contrôle :

dans ce cadre, il est aussi parfois nécessaire de reprendre dans les rapports des données de la B.N.G. relatives aux plaintes et aux contrôles. C'est particulièrement le cas lorsqu'il est demandé au Comité permanent P de mener une enquête de contrôle concernant la manière dont une enquête pénale a été menée. Afin d'exécuter cette enquête, le Comité permanent P doit pouvoir :

- prendre connaissance de l'enquête pénale déjà exécutée;
- savoir ce qui était ou non enregistré dans la B.N.G. à propos d'une personne suspecte;
- savoir quelles mesures sont éventuellement prescrites, etc.

Ces éléments sont issus de la B.N.G. et sont repris dans un rapport.

Le Comité permanent P est également régulièrement saisi par un plaignant ou les autorités judiciaires - sans que cette saisine par une autorité judiciaire n'induisse l'ouverture d'une enquête pénale - afin de vérifier si pendant l'enquête pénale, il y avait ou non des éléments d'impartialité ou de parti pris, etc. Dans ce cas non plus, il n'est pas possible de réaliser une enquête sans prendre connaissance d'un dossier pénal et souvent il est nécessaire de faire le lien avec les données de la B.N.G. (par exemple savoir ce qui y était connu à un moment déterminé concernant une personne déterminée).

Il arrive également que, sur la base d'un dossier de plainte ou de contrôle, l'on constate que, malgré l'obligation légale d'avertir le Comité permanent P, qu'un procès-verbal est rédigé à charge d'un fonctionnaire de police, et que le fonctionnaire de police dont il est question dans le dossier est connu dans la B.N.G.

Le Comité permanent P reçoit aussi des plaintes de personnes qui estiment être erronément enregistrées dans la B.N.G., ou qui ont des questions concernant la manière dont ils ont été traités suite à un contrôle de police. Pour vérifier ces éléments, il faut tout d'abord vérifier si le plaignant est enregistré dans la B.N.G., et dans l'affirmative, s'il y a des mesures à prendre à son encontre. Ce n'est qu'alors que l'on peut vérifier la légitimité de l'action de la police. Cette consultation de la B.N.G. sera bien entendu reprise dans le rapport qui sera réalisé.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

J. JAMBON  
Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

Het kan namelijk voorkomen dat bepaalde gegevens van de A.N.G. geregistreerd worden in een door het Vast Comité P beheerde gegevensbank volgens de nadere regels waarvan aangifte werd gedaan aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Algemeen kunnen we stellen dat er geen gegevens zullen 'gedownload' worden naar de gegevensbank van het Vast Comité P. Maar indien er gegevens uit de A.N.G. in zullen hernomen worden, zal dit steeds ondersteund zijn door een officieel document (verslag of proces-verbaal), dat een grondslag zal bieden aan de registratie van deze gegevens.

Enkele voorbeelden betreffende A.N.G. gegevens die geregistreerd zijn in de gegevensbank van het Vast Comité P :

in de gegevensbank van het Vast Comité P zijn er 'twee pijlers' :

(a) de strafonderzoeken :

voor elk strafonderzoek dat de Dienst Enquêtes P toegewezen krijgt, wordt een dossier geopend. In dat dossier worden de processen-verbaal opgenomen die in het kader van dit dossier worden opgesteld alsmede de opdrachten van de gerechtelijke overheden. Deze dossiers zijn enkel toegankelijk voor de leden van de Dienst Enquêtes P en niet voor de leden van het Vast Comité P noch voor het administratief personeel van het Vast Comité P. Het spreekt voor zich dat er in de opgestelde processen-verbaal melding kan gemaakt worden van gegevens uit de A.N.G. : is de betrokkene gekend in de A.N.G., enz.;

(b) de klacht- of toezichtsonderzoeken :

in dit kader is het soms ook noodzakelijk gegevens uit de A.N.G. op te nemen in de verslaggeving omtrent dit klacht- of toezichtsonderzoek. Dit is in het bijzonder het geval wanneer het Vast Comité P gevraagd wordt een toezichtsonderzoek te voeren naar de wijze waarop een strafonderzoek werd gevoerd. Teneinde dit onderzoek te kunnen voeren, moet het Vast Comité P kunnen :

- kennisnemen van het reeds gevoerde strafonderzoek;
- weten wat al dan niet aanwezig was in de A.N.G. omtrent een verdachte persoon;
- weten welke maatregelen er eventueel werden voorgeschreven, enz.

Deze elementen moeten gehaald worden uit de A.N.G. en worden dus opgenomen in de verslaggeving.

Het Vast Comité P wordt tevens regelmatig gevat door een klager of door de gerechtelijke overheden - zonder dat deze vating door een gerechtelijke overheid tot de opening van een strafonderzoek leidt - om na te gaan of er gedurende een strafonderzoek elementen van onpartijdigheid of bevooroordeelde partij, enz. waren. Ook in dit geval is het onmogelijk een onderzoek te voeren zonder kennis te nemen van een strafdossier en vaak moet men de link leggen met gegevens van de A.N.G. (bijvoorbeeld weten wat op een bepaald ogenblik gekend was over een bepaalde persoon).

Het gebeurt ook dat naar aanleiding van een klacht- of toezichtsdossier vastgesteld wordt dat, niettegenstaande de wettelijke verplichting om het Vast Comité P in te lichten van het feit dat lastens een politieambtenaar een proces-verbaal werd opgesteld, blijkt dat betrokken politieambtenaar ook in de A.N.G. gekend is.

Het Vast Comité P ontvangt ook klachten van personen die menen onterecht in de A.N.G. te zijn opgenomen, of die vragen hebben bij de wijze waarop zij naar aanleiding van een politiecontrole werden behandeld. Om dit na te gaan, dient uiteraard eerst gekeken te worden of betrokken klager in de A.N.G. is opgenomen en zo ja of er eventueel te nemen maatregelen zijn aan gekoppeld. Pas dan kan geoordeeld worden of het optreden van de politie wettelijk was. Deze A.N.G.-consultatie zal uiteraard in de verslaggeving worden opgenomen.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

J. JAMBON  
De Minister van Justitie,  
K. GEENS

AVIS 57.796/2/V DU 10 AOUT 2015 DU CONSEIL D'ETAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRETE ROYAL 'RELATIF A L'ACCES DIRECT DU COMITE PERMANENT DE CONTROLE DES SERVICES DE POLICE ET DE SON SERVICE D'ENQUETES AUX DONNEES ET INFORMATIONS DE LA BANQUE DE DONNEES NATIONALE GENERALE VISEE A L'ARTICLE 44/7 DE LA LOI SUR LA FONCTION DE POLICE'

Le 2 juillet 2015, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Vice Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit (1) jusqu'au 18 août 2015, sur un projet d'arrêté royal 'relatif à l'accès direct du Comité permanent de contrôle des services de police et de son Service d'enquêtes aux données et informations de la Banque de données Nationale Générale visée à l'article 44/7 de la loi sur la fonction de police'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacances le 10 août 2015.

La chambre était composée de Pierre LIENARDY, président de chambre, président, Philippe QUERTAINMONT, président de chambre, Jacques JAUMOTTE, conseiller d'Etat, Yves DE CORDT, assesseur, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIENARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 10 août 2015.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

#### Observations particulières

1. L'arrêté en projet trouve son seul fondement juridique dans l'article 44/11/12, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi sur la fonction de police, inséré par la loi du 18 mars 2014.

Au préambule, il convient d'adapter l'alinéa 1<sup>er</sup> et d'omettre l'alinéa 2.

2. Conformément à l'article 44/11/12, § 1<sup>er</sup>, de la loi sur la fonction de police, l'arrêté en projet doit être délibéré en Conseil des ministres. Cette délibération a eu lieu le 21 mai 2015.

A l'alinéa 7 du préambule, devenant l'alinéa 6, il faut donc insérer les mots "et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil" après les mots "Ministre de la Justice" (2).

3. A l'article 1<sup>er</sup>, 4 (lire : 4<sup>o</sup>) (3) du projet, la définition sera omise car il est inutile de figer la référence à la loi sur la fonction de police à sa modification par la loi du 18 mars 2014. Par ailleurs, le titre abrégé officiel se suffit à lui seul (4).

4. A l'article 1<sup>er</sup>, 8 (lire : 8<sup>o</sup>) du projet, il y a lieu de mentionner l'intitulé complet de la loi du 8 décembre 1992 'relative à la protection de la vie privée à l'égard de traitements de données à caractère personnel'.

5. A l'article 2, § 3 du projet, afin d'assurer la cohérence du système (5), il est suggéré de remplacer les deux derniers alinéas du paragraphe 3 par un alinéa unique rédigé comme suit :

"Cette liste et toute modification y apportée ultérieurement sont communiquées par le Comité permanent P à la direction qui gère les accès à la B.N.G. et à la Commission de la protection de la vie privée".

ADVIES 57.796/2/V VAN 10 AUGUSTUS 2015 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'BETREFFENDE DE RECHTSTREEKSE TOEGANG VAN HET VAST COMITE VAN TOEZICHT OP DE POLITIEDIENSTEN EN VAN DE DIENST ENQUÊTES ERVAN TOT DE GEGEVENS EN DE INFORMATIE VAN DE ALGEMENE NATIONALE GEGEVENSBANK BEDOELD IN ARTIKEL 44/7 VAN DE WET OP HET POLITIEAMBT'

Op 2 juli 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege (1) verlengd tot 18 augustus 2015, een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de rechtstreekse toegang van het Vast Comité van toezicht op de politiediensten en van de Dienst Enquêtes ervan tot de gegevens en de informatie van de Algemene Nationale Gegevensbank bedoeld in artikel 44/7 van de wet op het politieambt'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 10 augustus 2015.

De kamer was samengesteld uit Pierre LIENARDY, kamervoorzitter, voorzitter, Philippe QUERTAINMONT, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE, staatsraad, Yves DE CORDT, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIENARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 10 augustus 2015.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

#### Bijzondere opmerkingen

1. Het ontworpen besluit ontleent zijn enige rechtsgrond aan artikel 44/11/12, § 1, 1<sup>o</sup>, van de wet op het politieambt, ingevoegd bij de wet van 18 maart 2014.

In de aanhef behoort het eerste lid te worden aangepast en het tweede lid te worden weggelaten.

2. Overeenkomstig artikel 44/11/12, § 1, van de wet op het politieambt moet het ontworpen besluit worden vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Dat overleg heeft plaatsgevonden op 21 mei 2015.

In het zevende lid van de aanhef, dat het zesde lid wordt, moeten na de woorden "Minister van Justitie" dan ook de woorden "en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers" worden ingevoegd (2).

3. De definitie in artikel 1, 4 (lees : 4<sup>o</sup>) (3), van het ontwerp dient te vervallen, aangezien het geen goede zaak is de verwijzing naar de wet op het politieambt eens en voor altijd betrekking te laten hebben op de versie van die wet zoals ze gewijzigd is bij de wet van 18 maart 2014. Voorts volstaat het officieel ingekort opschrift om naar de wet in kwestie te verwijzen (4).

4. In artikel 1, 8 (lees : 8<sup>o</sup>) van het ontwerp moet het volledige opschrift worden vermeld van de wet van 8 december 1992 'tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens'.

5. Teneinde de samenhang van de regeling te verzekeren (5), wordt voorgesteld om in artikel 2 van het ontwerp de laatste twee leden van paragraaf 3 te vervangen door één lid dat als volgt luidt :

"Deze lijst en elke wijziging die daarin achteraf wordt aangebracht, worden door het Vast Comité P meegedeeld aan de directie die de toegangen tot de A.N.G. beheert en aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer".

La division de l'article 2 en paragraphes devient inutile.

6. A l'article 7 du projet, dans la version française, il y a lieu de remplacer les mots "fait procéder" par le mot "procède".

7. A l'article 8 du projet, il existe une divergence entre le texte français et le texte néerlandais.

Dans le premier est utilisée l'expression "pour autant que cela soit nécessaire", dans l'autre "zolang dit noodzakelijk is". Sans doute convient-il d'écrire dans la version française "aussi longtemps que cela soit nécessaire".

8. Il résulte de l'article 9 du projet que l'arrêté entrera immédiatement en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

A moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

#### Observation finale

Plusieurs dispositions du projet (6) mentionnent un "protocole d'accord entre la direction qui gère les accès à la B.N.G. et le Comité permanent P".

Si telle est l'intention de l'auteur du projet et comme l'a observé l'Inspecteur des Finances, il est suggéré de mentionner de manière uniforme "le protocole d'accord à conclure entre ...".

Le greffier,  
C. Gigot.

Le président,  
P. Liénardy.

#### Notes

(1) Ce délai résulte de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, in fine, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

(2) Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet "Technique législative", recommandation n° 42 et formule F 3-9-1.

(3) Ibid., recommandation n° 58, b).

(4) Voir l'article 53<sup>ter</sup> de la loi du 5 août 1992, inséré par la loi du 7 décembre 1998.

(5) Voir en ce sens le rapport au Roi.

(6) Voir l'article 2, § 2, l'article 4, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> et l'article 6, alinéa 2.

**30 OCTOBRE 2015. — Arrêté royal relatif à l'accès direct du Comité permanent de contrôle des services de police et de son Service d'enquêtes aux données et informations de la Banque de données Nationale Générale visée à l'article 44/7 de la loi sur la fonction de police**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, l'article 44/11/12, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> inséré par la loi du 18 mars 2014;

Vu l'avis n° 44/2014 de la Commission de la protection de la vie privée, rendu le 30 avril 2014;

Vu l'avis de l'Inspecteur général des Finances, donné le 16 avril 2014;

Ten gevolge daarvan hoeft artikel 2 niet meer in paragrafen te worden ingedeeld.

6. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 7 moeten de woorden "fait procéder" worden vervangen door het woord "procède".

7. De Franse en de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 8 stemmen niet overeen.

In de Franse tekst wordt de uitdrukking "pour autant que cela soit nécessaire" gebruikt, terwijl in de Nederlandse tekst de uitdrukking "zolang dit noodzakelijk is" wordt gebezigd. Allicht moet in de Franse tekst "aussi longtemps que cela soit nécessaire" worden geschreven.

8. Uit artikel 9 van het ontwerp blijkt dat het besluit onmiddellijk in werking treedt op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding, vastgesteld bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen' moet in principe worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding, teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

#### Slotopmerking

In verscheidene bepalingen van het ontwerp (6) wordt melding gemaakt van een "protocolakkoord tussen de directie die de toegangen tot de A.N.G. beheert en het Vast Comité P".

Als zulks de bedoeling van de steller van het ontwerp is, wordt, zoals de Inspecteur van Financiën heeft opgemerkt, in overweging gegeven om het op een uniforme wijze te hebben over "het protocolakkoord dat moet worden gesloten tussen ...".

De griffier,  
C. Gigot.

De voorzitter,  
P. Liénardy.

#### Nota's

(1) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, in fine, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

(2) Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 42 en formule F 3-9-1.

(3) Ibid., aanbeveling 58, b).

(4) Zie artikel 53<sup>ter</sup> van de wet van 5 augustus 1992, ingevoegd bij de wet van 7 december 1998.

(5) Zie in die zin het verslag aan de Koning.

(6) Zie artikel 2, § 2, artikel 4, § 2, eerste lid, en artikel 6, tweede lid.

**30 OKTOBER 2015. — Koninklijk besluit betreffende de rechtstreekse toegang van het Vast Comité van toezicht op de politiediensten en van de Dienst Enquêtes ervan tot de gegevens en de informatie van de Algemene Nationale Gegevensbank bedoeld in artikel 44/7 van de wet op het politieambt**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, artikel 44/11/12, § 1, 1<sup>o</sup> ingevoegd bij de wet van 18 maart 2014;

Gelet op het advies nr. 44/2014 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, gegeven op 30 april 2014;

Gelet op het advies van de Inspecteur-generaal van Financiën, gegeven op 16 april 2014;



Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 12 mai 2015;

Vu l'avis 57.796/2/V du Conseil d'Etat, donné le 10 août 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Justice, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "la loi du 18 juillet 1991" : la loi organique du contrôle des services de police et de renseignement et de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace;

2° "le Comité permanent P" : le Comité permanent de contrôle des services de police visé à la section 1 du chapitre II de la loi du 18 juillet 1991;

3° "le Service d'enquêtes P" : le Service d'enquêtes des services de police, visé à la section 2 du chapitre II de la loi du 18 juillet 1991;

4° "la loi sur la fonction de police" : la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police;

5° "la B.N.G." : la Banque de données Nationale Générale visée à l'article 44/7 de la loi sur la fonction de police;

6° "la direction qui gère les accès à la B.N.G." : la direction visée à l'article 44/11, § 1<sup>er</sup> de la loi sur la fonction de police;

7° "la journalisation" : le mécanisme permettant le traçage des traitements de données effectués dans la B.N.G.;

8° "la Commission de la protection de la vie privée" : la Commission visée à l'article 23 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard de traitements de données à caractère personnel.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Les membres du Comité permanent P et du Service d'enquêtes P agissant dans le cadre de leurs missions légales visées dans la loi du 18 juillet 1991 ont un accès direct aux données et informations de la B.N.G.

§ 2. Ils suivent une formation préalablement à l'obtention de l'accès direct dont les modalités pratiques sont déterminées dans le protocole d'accord à conclure entre la direction qui gère les accès à la B.N.G. et le Comité permanent P.

§ 3. Le Comité permanent P tient à jour la liste des membres qui ont accès à la B.N.G. sur la base du paragraphe 1<sup>er</sup>.

Cette liste mentionne les noms, prénoms, la date de naissance, les grades et fonctions des personnes ayant accès ainsi que le motif justifiant cet accès.

Cette liste et toute modification y apportée ultérieurement sont communiquées par le Comité permanent P à la direction qui gère les accès à la B.N.G. et à la Commission de la protection de la vie privée.

**Art. 3.** Les membres visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup> s'engagent par écrit à veiller à la sécurité et à la confidentialité des données auxquelles ils ont accès. Cet engagement est versé dans leur dossier personnel.

Ils sont en outre soumis au secret professionnel tel que visé à l'article 458 du Code Pénal.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Le Comité permanent P désigne un conseiller en sécurité et en protection de la vie privée, qui est chargé :

1) d'inclure dans sa politique de sécurité un volet relatif à :

a) l'accès à la B.N.G. par les membres visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>;

b) la communication visée à l'article 5;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 12 mei 2015;

Gelet op advies 57.796/2/V van de Raad van State, gegeven op 10 augustus 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en van de Minister van Justitie, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° "de wet van 18 juli 1991" : de wet tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten en op het Coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse;

2° "het Vast Comité P" : het Vast Comité van toezicht op de politiediensten bedoeld in de afdeling 1 van hoofdstuk II van de wet van 18 juli 1991;

3° "de Dienst Enquêtes P" : de Dienst Enquêtes voor de politiediensten bedoeld in de afdeling 2 van hoofdstuk II van de wet van 18 juli 1991;

4° "de wet op het politieambt" : de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt;

5° "de A.N.G." : de Algemene Nationale Gegevensbank bedoeld in artikel 44/7 van de wet op het politieambt;

6° "de directie die de toegangen tot de A.N.G. beheert" : de directie bedoeld in artikel 44/11, § 1 van de wet op het politieambt;

7° "de oplistijng" : het mechanisme dat toelaat de in de A.N.G. uitgevoerde gegevensverwerkingen op te sporen;

8° "de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer" : de Commissie bedoeld in artikel 23 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

**Art. 2. § 1.** De leden van het Vast Comité P en van de Dienst Enquêtes P die handelen in het kader van hun wettelijke opdrachten bedoeld in de wet van 18 juli 1991 hebben een rechtstreekse toegang tot de gegevens en informatie van de A.N.G.

§ 2. Voorafgaand aan het verkrijgen van de rechtstreekse toegang, volgen ze een opleiding waarvan de praktische modaliteiten worden vastgelegd in een protocolakkoord af te sluiten tussen de directie die de toegangen tot de A.N.G. beheert en het Vast Comité P.

§ 3. Het Vast Comité P houdt een bijgewerkte lijst bij van de leden die toegang hebben tot de A.N.G. op basis van paragraaf 1.

Deze lijst vermeldt de namen, de voornamen, de geboortedatum, de graden en de functies van de personen die toegang hebben, alsook de reden die deze toegang rechtvaardigt.

Deze lijst en de later aangebrachte wijzigingen worden door het Vast Comité P overgemaakt aan de directie die de toegangen tot de A.N.G. beheert en aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

**Art. 3.** De leden bedoeld in artikel 2, § 1 verbinden zich er schriftelijk toe te waken over de veiligheid en de vertrouwelijkheid van de gegevens waartoe ze toegang hebben. Deze verbintenis wordt toegevoegd aan hun persoonlijk dossier.

Daarnaast zijn zij gehouden tot het beroepsgeheim zoals bedoeld in artikel 458 van het Strafwetboek.

**Art. 4. § 1.** Het Vast Comité P wijst een consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer aan die belast is met :

1) het opnemen in zijn veiligheidsbeleid van een luik met betrekking tot :

a) de toegang tot de A.N.G. door de leden bedoeld in artikel 2, § 1;

b) de mededeling bedoeld in artikel 5;



2) des contacts avec la Commission de la protection de la vie privée relatifs au traitement des données issues de la B.N.G.;

3) de communiquer au conseiller en sécurité et en protection de la vie privée désigné pour la direction qui gère les accès à la B.N.G. les incidents dont il a connaissance et qui risquent de mettre en péril l'intégrité, la fiabilité ou la disponibilité de la B.N.G. ou des données reprises dans ce système d'informations.

§ 2. Les modalités fonctionnelles et techniques des accès sont spécifiées dans le protocole d'accord à conclure entre la direction qui gère les accès à la B.N.G. et le Comité permanent P.

Ces modalités sont transmises à la Commission de la protection de la vie privée.

§ 3. Le Comité permanent P veille à ce que les stations de travail qui accèdent directement à la B.N.G. soient sécurisées par des mesures adéquates et ce en tous lieux où l'accès est possible.

§ 4. Le conseiller en sécurité et en protection de la vie privée désigné pour la direction qui gère les accès à la B.N.G. est consulté lors de l'élaboration des mesures visées au paragraphe 3.

Elles sont détaillées dans le protocole d'accord visé au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 5. Les membres visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup> motivent chaque consultation directe des données et informations de la B.N.G.

§ 6. Le Comité permanent P vérifie à échéances régulières la conformité des consultations des données et informations de la B.N.G. effectuées par les membres visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 5.** Seules sont autorisées les communications de données de la B.N.G. à une autorité publique dans le cadre des missions dévolues au Comité permanent P.

**Art. 6.** Tous les traitements réalisés par les membres visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup> dans la B.N.G. font l'objet d'une journalisation qui est conservée pendant 10 ans à partir de la transaction réalisée.

La direction qui gère les accès à la B.N.G. fournit l'appui nécessaire à cette fin, qui est précisé dans le protocole d'accord à conclure entre le Comité permanent P et la direction qui gère les accès à la B.N.G.

Cette journalisation est uniquement accessible à la demande du Comité permanent P.

**Art. 7.** En cas de violation des règles en matière de sécurité et de protection de la vie privée, le Comité permanent P procède au retrait immédiat de l'accès.

**Art. 8.** Les données et informations de la B.N.G. traitées dans le cadre des missions légales du Comité permanent P et de son Service d'enquêtes P sont, aussi longtemps que cela soit nécessaire, enregistrées dans une banque de données gérée par le Comité Permanent P, conformément à la déclaration faite à la Commission de la protection de la vie privée.

**Art. 9.** Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions et le ministre qui a la Justice dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

donné à Bruxelles, le 30 octobre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

J. JAMBON

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

2) de contacten met de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer met betrekking tot de verwerking van de gegevens uit de A.N.G.;

3) het meedelen van de incidenten waarvan hij kennis heeft en die mogelijk de integriteit, de betrouwbaarheid of de beschikbaarheid van de A.N.G. of van de in dit informatiesysteem opgenomen gegevens in gevaar brengen aan de consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer die aangewezen is voor de directie die de toegangen tot de A.N.G. beheert.

§ 2. De nadere functionele en technische regels van de toegangen worden bepaald in een protocolakkoord af te sluiten tussen de directie die de toegangen tot de A.N.G. beheert en het Vast Comité P.

Deze nadere regels worden aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer overgemaakt.

§ 3. Het Vast Comité P zorgt ervoor dat de werkstations die een rechtstreekse toegang tot de A.N.G. verlenen, beveiligd zijn met passende maatregelen en dit op alle plaatsen waar de toegang mogelijk is.

§ 4. De consulent voor de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, aangewezen voor de directie die de toegangen tot de A.N.G. beheert, wordt geraadpleegd bij het uitwerken van de maatregelen bedoeld in paragraaf 3.

Ze worden uitvoerig beschreven in het protocolakkoord bedoeld in paragraaf 2, eerste lid.

§ 5. De leden bedoeld in artikel 2, § 1 motiveren elke rechtstreekse raadpleging van de gegevens en informatie van de A.N.G.

§ 6. Het Vast Comité P gaat op regelmatige tijdstippen de conformiteit na van de door de leden, bedoeld in artikel 2, § 1, uitgevoerde raadplegingen van de gegevens en informatie van de A.N.G.

**Art. 5.** De mededelingen van gegevens van de A.N.G. zijn enkel toegestaan aan een publieke overheid in het kader van de aan het Vast Comité P toegewezen opdrachten.

**Art. 6.** Alle door de leden bedoeld in artikel 2, § 1 uitgevoerde verwerkingen in de A.N.G. maken het voorwerp uit van een oplijsting die bewaard wordt gedurende 10 jaar vanaf de uitgevoerde transactie.

De directie die de toegangen tot de A.N.G. beheert, verleent hiertoe de noodzakelijke steun die bepaald wordt in het protocolakkoord af te sluiten tussen het Vast Comité P en de directie die de toegangen tot de A.N.G. beheert.

Deze oplijsting is enkel toegankelijk op verzoek van het Vast Comité P.

**Art. 7.** In geval van schending van de regels met betrekking tot de veiligheid en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, gaat het Vast Comité P over tot de onmiddellijke intrekking van de toegang.

**Art. 8.** De in het kader van de wettelijke opdrachten van het Vast Comité P en van de Dienst Enquêtes P ervan verwerkte gegevens en informatie van de A.N.G. worden, zolang dit noodzakelijk is, geregistreerd in een door het Vast Comité P beheerde gegevensbank in overeenstemming met de bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer gedane aangifte.

**Art. 9.** De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken en de minister bevoegd voor Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 oktober 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

J. JAMBON

De Minister van Justitie,

K. GEENS